

CONDITIONS GENERALES DE VENTE RUMI

1 – CLAUSE GENERALE :

1.1 Les présentes conditions générales de vente sont consultables, en français et en anglais, sur le site internet www.rumi.fr. La version française des CGV prévaut sur la version anglaise en cas de difficultés d'interprétation.

1.2 Toute vente de nos marchandises, livraison incluse, est soumise aux présentes conditions qui prévalent sur toutes autres conditions des acheteurs, sauf dérogation écrite de notre part, notamment les conditions particulières de RUMI qui prévalent.

1.3 Les présentes conditions constituent le socle unique de la négociation commerciale et sont systématiquement adressées ou remises à chaque acheteur. Elles figurent au verso de chaque contrat de vente. Le fait de conclure un contrat de vente avec RUMI implique l'adhésion entière et sans réserve de l'acheteur aux présentes conditions générales, à l'exclusion de tout autre document de l'acheteur.

1.4 Toute condition contraire opposée par l'acheteur sera inopposable à RUMI, à défaut d'acceptation expresse de sa part. Le fait que RUMI ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des présentes conditions générales de vente ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.

1.5 Tout contrat de vente devra être écrit et préciser la quantité, la marque, le type et les références des produits ainsi que le prix convenu, le lieu et la date de livraison ou de l'enlèvement.

1.6 Le bénéfice du contrat de vente est personnel à l'acheteur et ne peut être cédé sans l'accord exprès et écrit de RUMI.

1.7 Toute modification ou annulation ou résiliation de la vente demandée par l'acheteur ne peut être prise en considération que si elle est parvenue par écrit avant l'expédition des produits. Si RUMI n'accepte pas la modification, l'annulation ou la résiliation, les acomptes éventuellement versés ne seront pas restitués. En cas d'impossibilité d'exécution de la vente, RUMI peut la suspendre ou l'annuler sans possibilité de recours pour l'acheteur.

2- PRIX :

2.1 Les produits et/ou marchandises et/ou services vendus par RUMI sont vendus aux prix en vigueur le jour de la signature du contrat de vente établi par RUMI. Ces prix, négociés de gré à gré, sont fermes et définitifs.

2.2 Les prix sont exprimés dans la devise prévue au contrat de vente, conformes à l'incolerm prévu audit contrat et tiennent compte de la TVA applicable au jour de la conclusion du contrat. Tout changement de taux de TVA postérieur pourra être répercuté immédiatement à l'acheteur sur le prix des produits, marchandises et/ou services vendus.

3 – CONDITIONS DE LIVRAISON :

3.1 La livraison s'effectue conformément au contrat de vente, et selon l'Incolerm spécifié, soit par la remise directe du produit à l'acquéreur, soit par simple avis de mise à disposition, soit par délivrance à un expéditeur ou un dépositaire ou un transporteur nommément visé au contrat de vente, à tel lieu également précisé par ce contrat.

3.2 Les livraisons ne sont opérées qu'en fonction des disponibilités et dans l'ordre d'arrivée des produits et/ou marchandises en cause. Les dépassements de délai de livraison non indiqués comme impératifs par le contrat de vente ne peuvent donner lieu à dommages-intérêts, à retenue, ni à annulation des livraisons en cours.

3.3 La livraison dans les délais ne pourra intervenir que si l'acheteur est à jour de ses obligations envers RUMI, quelle qu'en soit la cause.

3.4 RUMI se réserve donc la possibilité de se soustraire à l'exécution de toute ou partie du contrat de vente si l'acheteur n'est pas à jour de ses obligations envers RUMI.

3.5 En cas de livraisons en plusieurs fois, RUMI procédera à une facturation à chaque livraison.

4- RECLAMATION - CONTESTATION

4.1 Toute réclamation concernant la qualité ou la quantité des marchandises livrées devra, pour être recevable, être parvenue par écrit à RUMI dans les 72 heures de la réception des marchandises, précisant le ou les manquements, désordres, non conformités ou avaries constatés. Des réserves doivent être formulées par l'acheteur sur la CMR ou le bon de livraison, le cas échéant.

4.2 La justification de l'objet de cette réclamation devra être apportée à RUMI et ne pourra en aucun émaner du seul constat effectué par l'acheteur, RUMI devant être appelée en toute hypothèse par écrit sans délai à compter de la réclamation pour lui permettre sur place la vérification du bien-fondé de la réclamation, sous peine d'irrecevabilité de celle-ci. Conformément à l'article L441-6 IV du Code de Commerce, la procédure de vérification de la conformité des marchandises mise en place ne pourra excéder trente jours à compter de la date de réception des marchandises. Le fait que les marchandises aient été livrées dans les locaux d'un intermédiaire (transporteur, dépositaire, expéditeur etc.) dûment désigné par la commande, ne vaut nullement suspension ni interruption de ce délai impératif. L'absence de réserves écrites formulées dans le délai précité par l'intermédiaire en cause sera opposable à l'acquéreur et rendra toute réclamation ultérieure de sa part irrecevable.

4.3 Pour les produits liquides vendus en citerne, les poids et les mesures faites par le fournisseur seront la base de la négociation de la quantité livrée et des teneurs en matière grasse et matière protéique.

4.4 Tout retour de produit doit faire l'objet d'un accord formel écrit entre RUMI et l'acquéreur. Tout produit retourné sans cet accord serait tenu à la disposition de l'acquéreur et ne donnerait en aucun cas lieu à un avoir. Les frais et risques du retour sont toujours à la charge de l'acquéreur. Tout retour accepté par RUMI ne pourra interrompre, suspendre ni empêcher la poursuite du contrat de vente, lequel devra être exécuté jusqu'à son terme (volumétrie et/ou périodicité).

5- FORCE MAJEURE

Dans le cas de force majeure entendue au sens de l'article 1218 du Code Civil ou d'événements exceptionnels venant perturber le parfait déroulement des opérations de fabrication, de conditionnement, de facturation et de livraison, il ne pourra être exigé de pénalités, dommages-intérêts, astreintes, pour quelque inexécution que ce soit en rapport avec la vente et/ou la livraison de marchandise en cause.

6 – TRANSPORT :

Sauf application d'un Incolerm spécifique, nos marchandises, même expédiées franco, voyagent aux risques et périls du destinataire qui devra prendre toutes réserves auprès du transporteur, seul responsable des retards de livraison, vol ou avarie survenus en cours de route. Le transfert des risques vers l'acheteur s'opère dès le chargement des marchandises au départ.

7 – MODALITES DE PAIEMENT :

7.1 Les factures sont payables aux échéances prévues, et, en cas de paiement par effets, ceux-ci doivent nous être retournés acceptés sous dizaine de leur date de création. RUMI se réserve le droit d'exiger toutes les garanties de paiement auprès de son client et de réduire ou de suspendre toute commande dont le montant facturé dépasserait l'encours du dit client ou si d'autres renseignements financiers et/ou juridiques devaient laisser un doute sur la capacité à honorer son engagement.

7.2 Pour nos marchandises périsposables, congelées, ou surgelées et les plats cuisinés et de conserves fabriqués à partir de produits alimentaires périsposables, au sens de l'article L443-1 1^{er} du Code Commerce, le délai de paiement ne pourra être supérieur, fin de décade de livraison. Pour toutes nos autres marchandises, le délai de paiement ne pourra dépasser un délai de 60 jours date d'émission de la facture RUMI ou de quarante-cinq jours fins de mois à compter de la date d'émission de la facture RUMI.

7.3 Pour les ventes à l'export, hors l'Union Européenne 25, les dispositions françaises en matière de délais de paiement ne seront pas applicables.

8 – PENALITES DE RETARD :

8.1 De convention expresse, le défaut de paiement de nos factures à l'échéance fixée entraînera l'application de plein droit, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité égale à 10% de la somme due, autre les frais judiciaires éventuels en l'absence de paiement spontané (dépens, intégralité des frais d'avocat), et intérêts de retards à hauteur de 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur. Conformément aux articles L441-6 et D411-5 du Code de Commerce, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros hors taxes sera également de plein droit due à RUMI.

8.2 Une indemnité complémentaire sera réclamée, sur justificatifs, si les frais réels de recouvrement sont supérieurs à 40 € H.T.

8.3 Le défaut de paiement d'un seul effet ou d'une seule facture à son échéance rend immédiatement et de plein droit, sans mise en demeure préalable, exigibles toutes les créances de RUMI, même non échues. RUMI pourra en pareille hypothèse, autre suspendre toute commande en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action, cesser toutes relations commerciales établies avec l'acheteur sans préavis ni indemnités, le défaut de paiement à échéance étant considéré sans réserve de part et d'autre (vendeur et acheteur) comme un manquement grave imputable à l'acheteur. En cas de paiement anticipé, l'escompte appliqué sera de 0,4% par mois.

8.4 L'exigibilité immédiate est encore encourue d'office, de plein droit et sans mise en demeure préalable, quelles que soient les conditions de paiement convenues antérieurement dans les cas suivants : 1^{er} cas : changement de situation de l'acheteur, ou de tout événement affectant sa capacité tel que décès, incapacité, difficultés ou cessations de paiement, liquidations de biens, procédure collective... 2^{me} cas ; de cession de fonds de commerce, cession de contrôle dans le capital de la société, nantissement, fusion, scission, transmission universelle de patrimoine, mise en location gérance, mise en participation ou apports en société de son fonds de commerce ou de son matériel par l'acheteur etc.

9 – CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE : RUMI se réserve la propriété des marchandises qu'elle vend jusqu'à paiement intégral de leur prix en principal, intérêts, frais et accessoires. Le paiement intégral étant l'encaissement en banque de la somme due. Jusqu'à cette date et à compter de la livraison, l'acheteur assume la responsabilité des dommages que ces marchandises pourraient subir ou occasionner pour quelle cause que ce soit. Il devra en assurer, à ses frais, risques et périls, la conservation dans des conditions compatibles avec la matière périsable des marchandises vendues. L'acheteur est autorisé, dans le cadre de l'exploitation normale de son établissement, à revendre les marchandises livrées. En contrepartie de l'autorisation de revendre, l'acheteur cède irrévocablement au vendeur les créances créées ou à naître à son profit de la revente au tiers acheteur. L'acheteur est également autorisé, dans le cadre de l'exploitation normale de son établissement à transformer les marchandises. Dans ce cas, l'acheteur cède d'ores et déjà la propriété de l'objet résultant de la transformation, afin de garantir les droits du vendeur.

10 – ASSURANCE : En dehors des cas prévus par l'application d'un Incolerm spécifique, la responsabilité de RUMI quant à l'assurance des marchandises ne peut être engagée.

11- CONFIDENTIALITE :

L'acheteur s'engage à tenir confidentielles toutes informations obtenues dans le cadre de l'exécution des présentes CGV et ce sans limitation de durée, en s'interdisant de divulguer, directement ou indirectement, quelques informations, documentation, donnée, formule technique, renseignements commerciaux, techniques, financiers, comptables, connaissances ou savoir-faire auxquels il aurait pu avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes CGV, à moins que lesdites informations, connaissances ou savoir-faire ne soient tombées dans le domaine public ou que leur divulgation soit rendue nécessaire en vertu de la loi, d'un règlement particulier ou d'une injonction administrative ou judiciaire.

12 – LOI APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE :

Pour toutes les contestations relatives à la formation, l'exécution, l'interprétation, la cessation, l'annulation des ventes conclues par RUMI, seul le droit français est applicable, à l'exception toutefois de ce qui est stipulé au 7.3 supra. Sera seul compétent matériellement et territorialement le Tribunal de Commerce de Crétteil (France). Cette clause s'applique même en cas de référé, de demande incidente ou de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, et quels que soient le mode et les modalités de paiement, sans que les clauses attributives de juridiction et/ou de loi applicable sur les documents des acheteurs puissent mettre obstacle à l'application de la présente clause.



RUMI GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF SALE

1 – GENERAL CLAUSE:

1.1 You can read these general terms and conditions, in both French and English, on the website www.rumi.fr. The French version of these general terms and conditions takes precedence over the English version in the case of any difficulties in interpretation.

1.2 Any sale of our goods, delivery included, is subject to the present terms and conditions which take precedence over any and all other conditions of the purchasers, save for a written waiver from us, including RUMI's special conditions, which take precedence.

1.3 These terms and conditions are the sole basis of the sales negotiation and are sent to all purchasers. They appear on the back of each contract of sale. The fact that the Purchaser enters into a sales contract with RUMI implies that the Purchaser wholly and unreservedly commits to adhering to these general terms and conditions, to the exclusion of any other document of the purchaser.

1.4 Any contrary condition proposed by the purchaser will not be binding upon RUMI, unless it explicitly agrees to it. The fact that RUMI does not enforce application of any one of these general terms and conditions of sale at any time does not imply that it is waiving the right to enforce application of any of the conditions at another time.

1.5 Any contract of sale must be in writing and specify the quantity, the brand, the type and the references of the products as well as the agreed price, the place and date of delivery or pick-up.

1.6 The benefit of the contract of sale is personal to the purchaser and may not be assigned without RUMI's explicit written consent.

1.7 **Any modification or cancellation or termination of the sale** that the purchaser may request can be accepted only if it is received in writing before the produced are shipped. If RUMI does not accept the modification, cancellation or termination, any progress payments that may have been paid will not be returned. If it is impossible to perform the sale, RUMI may suspend or cancel it without the purchaser having any right of recourse.

2 – PRICES:

2.1 The products and/or goods and/or services sold by RUMI are sold at the prices in effect on the date of the signature of the contract of sale produced by RUMI. These prices, which are negotiated privately, are firm and final.

2.2 The prices are expressed in the currency defined in the contract of sale, in accordance with the Incoterm set forth in that contract and include the VAT applicable at the date on which the contract was signed. Any subsequent change in the VAT rate will be charged immediately to the purchaser on the price of the products, goods and/or services sold.

3 – DELIVERY CONDITIONS:

3.1 The delivery is performed in accordance with the contract of sale, and according to the Incoterm specified, either by direct delivery of the product to the purchaser, or by simple notice of availability, or by delivery to a shipper or a custodian or a carrier specified by name in the contract of sale, to such place also specified by this contract.

3.2 Deliveries are carried out only depending on availability and in the order of arrival of products and/or goods at issue. The purchaser shall not be entitled to sue for damages, withhold, or cancel orders in progress due to delivery times being exceeded, where such delivery times are not marked as imperative in the contract of sale.

3.3 Delivery by the deadline can occur only if the purchaser is up to date with his obligations toward RUMI, regardless of the cause.

3.4 RUMI therefore reserves the possibility to postpone performance of all or part of the contract of sale if the purchaser is not up to date with its obligations toward RUMI.

3.5 If deliveries occur in several batches, RUMI shall invoice for each delivery.

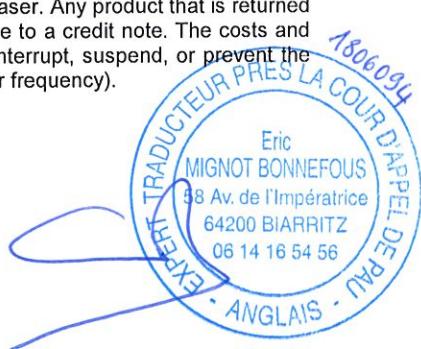
4 – COMPLAINT – DISPUTE

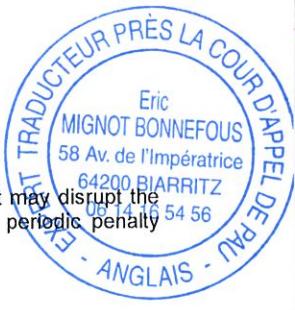
4.1 To be acceptable, any complaint regarding the quality or quantity of goods delivered must be received in writing by RUMI within 72 hours of the receipt of the goods, specifying the breach(es), defect(s), lack(s) of conformity or damage recorded. Reservations must be made by the purchaser on the CMR or the delivery slip, if there is one.

4.2 The justification of the substance of the claim should be made to RUMI and its only source can be the recording made by the purchaser, and, in any case, notice must be provided to RUMI in writing without delay as of the date of the complaint so that RUMI is able to verify the merits of the claim on site. If these conditions are not fulfilled, the complaint may not be accepted. Pursuant to Article L.441-6 IV of the Commercial Code, the procedure that is implemented for verifying the conformity of the goods may not last longer than thirty days from the date of receipt of the goods. The fact that the goods have been delivered to the premises of an intermediary (a carrier, custodian, shipper, etc.) duly designated in the order, does not at all warrant suspension or interruption of this imperative period. If there are no written reservations made within that time period by the intermediary in question, that situation will be binding on the purchaser and will mean that it has no grounds to make any complaint at a later time.

4.3 For liquid products sold in tanks, the weights and measurements done by the supplier will be the basis of the negotiation of the quantity delivered and the fat and protein content.

4.4 No product may be returned unless there is a formal written agreement between RUMI and the purchaser. Any product that is returned without this agreement would be made available to the purchaser and would in no circumstances give rise to a credit note. The costs and risks of return shall always be at the charge of the purchaser. Any return agreed to by RUMI shall not interrupt, suspend, or prevent the continuation of the contract of sale, which must be performed until its term (volumetric measurement and/or frequency).





5 – FORCE MAJEURE

In the case of "force majeure," defined within the meaning of Article 1218 of the Civil Code or exceptional events that may disrupt the proper progression of the operations of manufacture, packaging, invoicing and delivery, no penalties, damages, or periodic penalty payments may be required for any breach whether in relation to the sale and/or the delivery of the goods in question.

6 – TRANSPORT:

Save for application of a specific Incoterm, our goods, even shipped franco, travel at the risks and perils of the recipient who will be required to take all reservations with the carrier, the only one that is responsible for delays in delivery, theft or damage that occurred en route. The transfer of the risks to the purchaser is applicable as soon as the goods are loaded at departure.

7 – PAYMENT PROCEDURE:

7.1 The invoices are payable at the specified deadlines, and, in the case of payment by commercial paper, these must be returned to us, accepted, within two weeks of their creation date. RUMI reserves the right to require all guarantees of payment to its customer and to reduce or suspend any order of which the invoiced amount would exceed the outstanding amount of that customer or if other financial and/or legal information led to any doubt as to the customer's capacity to honour its commitment.

7.2 For our perishable, frozen, or deep frozen goods, and ready-made meals and canned foods manufactured from perishable food, within the meaning of Article L.443-1(1) of the Commercial Code, the payment period may be greater, the end of the ten-day period from delivery. For all our other goods, the due date for payment may not exceed sixty (60) days after the date of issuance of RUMI's invoice or forty-five (45) days from the end of the month after the issuance date of RUMI's invoice.

7.3 For export sales outside the European Union 25, the French provisions in respect of payment terms will not apply.

8 – PENALTIES FOR LATE DELIVERY:

8.1 By explicit agreement, failure to pay our invoices at the due date will automatically, without any prior notice being needed, result in the application of a penalty of 10% of the amount owed, in addition to any legal costs that may result from lack of spontaneous payment (court costs, all lawyers' costs), and interest for late payment at three times the official interest rate in effect. Pursuant to Articles L.441-6 and D.411-5 of the Commercial Code, a lump-sum compensation payment for collection costs of forty euro (€ 40), before taxes, will also be payable automatically to RUMI.

8.2 An additional compensation payment will be claimed, on supporting documents, if the actual collection costs are greater than € 40, before taxes.

8.3 Failure to pay a single paper or a single invoice at its due date make all amounts owed to RUMI payable, even those that have not become due, immediately and automatically, without any prior notice being needed. In such a case, RUMI, in addition to suspending any order in progress, without prejudice to any other course of action, cease all commercial relations established with the purchaser without prior notice or compensation, since failure to pay by deadline is deemed, unreservedly, by both seller and purchaser, a serious breach attributable to the purchaser. In the case of early payment, the discount applied will be 0.4% per month.

8.4 The seller has the right to demand immediate payment, automatically and without prior notice, regardless of the payment conditions agreed previously in the following cases: 1st case: change of the purchaser's situation, or change of any event affecting its ability such as death, disability, difficulties or inability to meet current liabilities, liquidations of property, proceedings for insolvency or similar; 2nd case: the purchaser selling its business, transferring control in the capital of the company, pledging, merger, split-up, universal transfer of assets, the purchaser putting itself into a real estate management agreement, putting its goodwill into another company as equity or contributing its goodwill or its equipment to a company, etc.

9 – RESERVATION OF TITLE CLAUSE: RUMI reserves ownership of the goods that it sells until full payment of their price in principal, interest, charges and ancillary costs. Full payment is represented by the amount owed being received at bank. Until that date and as of the date of delivery, the purchaser assumes liability for damage that these goods could suffer or cause, regardless of the cause. The purchaser shall see to the preservation of the goods sold in conditions that are compatible with their perishable nature, at its own costs, risks and perils. The purchaser is authorised in the framework of the normal operation of its establishment, to resell the goods delivered. In consideration of the authorisation to resell, the purchaser irrevocably assigns to the seller the receivables created or that are to be created to its benefit of the resale to the third-party purchaser. The purchaser is also authorised, in the framework of the normal operation of its establishment, to process the goods. In that case, the purchaser hereby assigns the ownership of the object resulting from the processing, in order to guarantee the seller's rights.

10 – INSURANCE: In addition to the cases specified by the application of a specific Incoterm, RUMI may not be charged with liability with respect to the insurance of the goods.

11 – CONFIDENTIALITY:

The Purchaser undertakes to keep confidential all information obtained in the framework of the performance of these Terms and Conditions of Sale without limitation of time, by refraining from disclosing, directly or indirectly, any information, documentation, data, technical formula, commercial, technical, financial, accounting information, knowledge or know-how to which it may have had access in the scope of the performance of these Terms and Conditions of Sale, unless such information, knowledge or know-how did not come into the public domain or their disclosure was made necessary under the law, a particular regulation or an administrative or court-ordered injunction.

12 – GOVERNING LAW AND COURTS WITH JURISDICTION:

For all disputes relating to the formation, performance, interpretation, discontinuation, or cancellation of the sales entered into by RUMI, only French law is applicable, with the exception, however, of what is stipulated at Section 7.3, above. The only court with jurisdiction both in terms of subject matter and territory is the Crêteil Commercial Court (France). This clause applies even in the case of interim measures, interlocutory application or where there is more than one defendant or where third-party notice is given, and whatever the method and the terms of payment, while the clauses conferring jurisdiction and/or applicable law on the documents of the purchasers cannot hinder the application of this clause.